Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier

Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier

Band: 13 (1997)

Artikel: Le cheminement socio-politique du volontaire romand de la guerre d'Espagne

Autor: Toro y Toro, Antonio

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-540745

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LE CHEMINEMENT SOCIO-POLITIQUE DU VOLONTAIRE ROMAND DE LA GUERRE D'ESPAGNE

Antonio TORO Y TORO

L'opinion sur les brigadistes internationaux de la Guerre d'Espagne n'a jamais été unanime. Une revue anticommuniste des années trente les qualifiait de *« pauvres diables du Parti communiste suisse »* [1] ; un auteur espagnol les appelle aujourd'hui : *« Des volontaires de la liberté qui ont laissé une histoire et une légende »* [2].

En fait, au-delà de la haine du communisme des années trente, ou de l'aura qui se dégage des ouvrages hagiographiques, les volontaires suisses sont, pour la plupart, des hommes et des femmes [3] d'origine plutôt modeste [4]. Enfants, ils ont vu une grève générale violemment réprimée. Jeunes gens, ils ont vu mourir des amis dans une manifestation politique et certains d'entre eux ont été blessés par les balles de l'armée ; ils ne vont pas l'oublier. Touchés par la crise des années trente, ils vivent dans un univers de gauche en affichant leur antifascisme, leur mépris pour les classes possédantes et, très souvent, une conviction totale en la victoire de la révolution sociale.

Une immense majorité des combattants suisses est issue en effet de famille modeste [5]. Nombre d'entre eux ont vécu une enfance difficile. Marcel Borloz,

---

1. H.E. Wechlin, « Un procès communiste et ses coulisses », *Revue anticommuniste*, Genève, 1938, n° 5, p. 218.
2. Santiago Alvarez, *Historia política y militar de las Brigadas Internacionales,* Madrid, Compañía literaria, s. 1, 1996, prière d'insérer.
3. Des Suissesses ont prêté également leur collaboration à la défense contre les insurgés, telles que Käthe Hempel, Hedy Diener, Liselote Mathey, Anni Brunner, Albertine Morgadani, Clara Ensner. Cf. Brigitte Studer, *Un parti sous influence : le parti communiste suisse, une section de l'Internationale, 1931-1939,* Lausanne, l'Age d'Homme, 1994, p. 511. Il convient également de rappeler la participation de Martha Kummerer ou d'Hedwige Enderli.
4. L'équipe de recherche du professeur Jean Batou, de l'Université de Lausanne, en collaboration avec le professeur Jean-Claude Favez, de l'Université de Genève, a repéré à ce jour plus d'un millier de combattants suisses de la Guerre d'Espagne.
5. Un premier portrait de groupe de ces combattants a déjà été esquissé par l'auteur, dans un mémoire en histoire à l'Université de Lausanne. Ce travail reposait sur une série d'entretiens avec des combattants suisses de la Guerre d'Espagne ainsi que sur l'exploitation de différentes archives, parmi lesquelles il faut mentionner celles relatives aux procès qui ont été intentés aux brigadistes par la justice militaire helvétique à leur retour d'Espagne. Cf. Antonio Toro, *La faute impardonnée,* mémoire de licence de la faculté des Lettres de l'Université de Lausanne, 1990. Un ouvrage à paraître prochainement – *Deux regards helvétiques sur la Guerre d'Espagne* – traitera la question de façon plus approfondie.

né à Roche (Vaud) en 1909, fait partie d'une famille de 13 enfants. Ouvrier dans une fabrique de ciment, son père ne gagne pas suffisamment pour entretenir son foyer; Marcel doit alors contribuer, dès l'âge de 8 ans, à l'entretien de la famille par un «petit boulot»: chargé d'apporter du bois et d'allumer, à 6 heures du matin, le fourneau de l'école, il gagne de cette manière 1 franc et 60 centimes par semaine. Mis dans la caisse familiale, cet argent servira à faire tourner la maison: *« C'était pas mal mais ça ne durait que 3 mois par année. »*[6] En 1919, la famille Borloz émigre en France, en quête de travail: *« En France, j'ai travaillé dès l'âge de onze ans comme manœuvre dans l'horlogerie, mais on était mal vu parce qu'on prenait le travail des Français. Une fois, c'était en 1924, des délégués de Paris sont venus pour organiser un syndicat, ils nous ont convoqués à une réunion. Moi, j'y suis allé, mais le lendemain, mon patron m'a dit: toi, le syndicaliste, on ne veut pas de ça ici. Pour que tu l'apprennes bien, tu resteras quinze jours à pied. J'avais 15 ans. »*[7]

Henri-Aloys Neuenschwander, originaire de Langnau (Berne), né en 1913 et domicilié depuis son enfance au Locle, a été élevé pour sa part dans un orphelinat. Lors du procès intenté par la justice militaire contre son fils, sa mère rappelle les circonstances de son placement d'office: *« Mon mari cuvait plus que de raison* [sic], *je ne pouvais plus supporter la vie qu'il me faisait et j'ai abandonné le domicile conjugal durant 8 jours. C'est la raison pour laquelle le divorce fut prononcé à mes torts, et que mon fils me fut enlevé. Il a été confié à son père, mais celui-ci a continué à boire* [...]. *On le lui a donc aussi retiré et il fut placé à l'orphelinat de Belmont. »*[8] H.- A. Neuenschwander confirme cette version en ajoutant: *« A l'âge de 8 ans j'ai été enlevé à ma mère, par le tribunal, ainsi qu'à mon père, par suite de divorce. Et c'est dès lors que j'ai été un peu partout et que ma vie de misère a commencé* [...]. *»*[9]

Georges Vallin, vétéran romand né en 1912, est fils de fonctionnaire. Le père décède en 1914 laissant trois enfants en bas âge, dont Georges. Dès lors, la survie de la famille dépend du travail de la mère. *« Elle gagnait 2 francs par jour en faisant la lessive pour les autres »*, raconte Cécile Vallin, la sœur de Georges. *« Nous nous habillions avec ce que les amis et les voisins voulaient bien nous donner; nous n'avons jamais acheté d'habits neufs. Quant à l'alimentation, elle consistait la plupart du temps en de la soupe ou de la polenta. Pendant de longues périodes nous ne mangions pas de viande, même pas les dimanches. Nous ne sommes jamais allés au cinéma. Georges a commencé un apprentissage de matelassier qu'il n'a pas terminé. Puis, il a travaillé comme manœuvre. »*[10]

---

6. Marcel Borloz, entretien avec l'auteur, Genève, le 07.07.1989.
7. Ibid.
8. Olga Lesquereux, mère de Henri-Aloys Neuenschwander, procès-verbal des auditions, séance du 13.10.1937, au Locle, dans le procès intenté contre son fils pour sa participation aux hostilités dans la Guerre d'Espagne. AF, E 5320 1, Band 2284 (98/466/1937).
9. Henri-Aloys Neuenschwander, ibid.
10. Cécile Vallin, entretien avec l'auteur, Genève, le 13.06.1989.

D'autres volontaires ont eu une enfance plus sereine. Henri Oberson, né en 1916, originaire d'Estévenens (Fribourg), se souvient: *« Mon père avait une grosse ferme où nous vivions relativement bien. A partir de 1918, on a vécu à Ferney-Voltaire. Puis, mon père a acheté une laiterie à Paris. Dans cette ville j'ai terminé mon école et fait mon apprentissage de charcutier. Je ne peux pas me plaindre de mon enfance. »* [11]

Les frères Max et Hans Hutter, nés tous deux à Ober-Winterthur (Zurich) en 1908 et 1913, appartiennent à une famille de six enfants. Le père, serrurier d'art de formation, doit s'adapter aux nouvelles formes de production et se fait engager dans un atelier de mécanique: *« Pendant la période 21-22, où mon père tomba malade, notre vie ne fut pas aisée »*, raconte Hans Hutter. *« Cette période nous affecta, car n'ayant pas d'assurance-maladie, les frais du traitement médical étaient à la charge du malade. Mais une fois cette période difficile surmontée, je ne me souviens que d'une enfance heureuse, au sein d'une famille unie. »* [12]

Lucien-Robert Reymond, né en 1912, originaire du Chenit (Vaud), déclare pour sa part: *« Mon père avait une ferme et ma mère faisait le marché. Je n'ai pas eu faim. »* [13]

D'autres encore ont eu même une enfance aisée, tel le docteur Elio Canevascini dont le père n'est autre que le conseiller d'Etat socialiste Guglielmo Canevascini. La Guerre d'Espagne surprend Elio à la faculté de médecine, qu'il quittera temporairement pour se rendre en Espagne [14]. Cependant, au-delà de ce qu'il faut présenter comme des exceptions, *« la grande force de combat provenait de la classe ouvrière »* [15].

Ces volontaires apparaissent à la fois vulnérables et réceptifs. Vulnérables devant une crise tant économique que sociale qui radicalise leurs positions et réceptifs au discours d'une gauche insoumise qui leur donnera une identité politique. Deux aspects indissociables du cheminement socio-politique des combattants suisses de la Guerre d'Espagne.

« Jean Vincent était un dirigeant communiste », se souvient Marcel Borloz. *« Il nous expliquait les problèmes. Avec des mots francs, il arrivait à se faire très bien comprendre. »* [16] De son côté, Henri Meyer affirme sans équivoque: *« Il n'y a que le communisme qui m'ait convaincu. »* [17]

Pourquoi le communisme est-il si convaincant? Certes ces témoignages attestent des qualités oratoires de Jean Vincent, des qualités probablement exceptionnelles, mais est-ce une condition suffisante pour influencer ces jeunes

---

11. Henri Oberson, entretien avec l'auteur, Genève, le 04.08.1989
12. Hans Hutter, entretien avec l'auteur, Ober-Winterthur, le 29.07.1989.
13. Lucien-Robert Reymond, entretien avec l'auteur, Saint-Légier, le 27.07.1989.
14. Elio Canevascini, entretien avec l'auteur.
15. Ibid.
16. Marcel Borloz, entretien avec l'auteur, Genève, le 07.07.1989.
17. Henri Meyer, entretien avec l'auteur, St-Cergue (La Chèvrerie), le 15.07.1989.

hommes? En fait, la raison ne réside pas uniquement dans les mots mais plus fondamentalement dans la crise des années trente. Ainsi Jean Vincent, pour ne citer qu'un des cadres de l'extrême gauche de l'époque, ne s'adresse pas à des bourgeois satisfaits mais à des jeunes durement touchés par la pénurie et le chômage des années trente: *«A ce moment-là, il y avait du travail pour les pères de famille; pour les autres, il n'y en avait pas.»*[18]

Frappé par la crise économique mondiale, le commerce extérieur suisse se voit alors menacé. Le pays doit exporter mais ses prix, trop élevés, le désavantagent face à la concurrence anglaise ou allemande. La nécessité d'ajuster au plus vite le prix des exportations incite le Conseil fédéral à adopter une politique déflationniste qui s'avérera catastrophique pour deux raisons: la première parce qu'elle a été adaptée au milieu de la haute finance, ce qui va accentuer les clivages entre les possédants et les salariés; la deuxième, conséquence directe de la première, parce qu'elle crée ou aggrave le chômage. La déflation, en valorisant tout ce qui est mesuré en argent, les actifs (les capitaux) mais également les passifs (les dettes), profite aux créanciers mais affecte gravement les débiteurs. En 1935, l'agriculture, par exemple, vit sur un capital de 11,5 milliards de francs dont 6,4 milliards seulement appartiennent aux paysans. Les 5 milliards restants sont constitués par des dettes: selon la *Revue syndicale suisse*, *«plus de 20000 familles de fermiers sont à la veille de la faillite»*[19].

Or, l'appauvrissement des paysans influence l'ensemble de l'économie soit en les amenant à acheter moins, ce qui accentue la crise, soit en les encourageant à chercher un emploi en ville, ce qui encombre davantage le marché du travail. Entre 1930 et 1935, la population campagnarde diminue de 68000 individus. D'anciens vachers refoulés vers la ville s'engagent dans le bâtiment ou rejoignent les rangs des chômeurs. Le nombre de ceux-ci s'élève à 5% de la population active. *«La déflation ne réduit pas les salaires automatiquement,* avertit déjà au début des années vingt un prophète peu écouté, *elle les réduit par l'intermédiaire du chômage.»*[20] Le syndic de Fribourg, Pierre Aeby, constate en 1936: *«La misère qui augmente, augmente du même coup la mendicité.»*[21]

Jean Vincent ne parle donc pas à des bourgeois satisfaits et soucieux de conserver leurs privilèges mais à des ouvriers touchés par la crise. La plupart appartiennent à l'industrie du bâtiment. Dans ce secteur, 25% des personnes employées comme manœuvres travaillaient auparavant à des tâches agricoles. Et 17% ont fait un apprentissage autre que celui de maçon. Autrement dit, 42% des travailleurs engagés dans l'industrie du bâtiment n'ont pas été formés dans ce domaine, et il n'est donc pas rare de rencontrer parmi cette main-d'œuvre des

---

18. Henri Meyer, ibid.
19. *Revue syndicale suisse*, n° 5, mai 1935, pp. 158-166.
20. John Maynard Keynes, «The Economic Consequences of M. Churchill» (1925), cité par Michel Beaud, *Histoire du capitalisme*, Paris, Seuil, 1979, p. 228.
21. *Feuille d'Avis de Vevey*, 19.11.1936.

serruriers, des menuisiers, des boulangers, des ferblantiers, des horlogers. Une enquête permet de recenser 167 professions différentes[22].

Le franc suisse est finalement dévalué le 26 septembre 1936. Cette dévaluation permet d'espérer enfin une amélioration du travail, mais, comme le dit le chef du Département de l'économie publique Obrecht, elle n'aura pas lieu d'un moment à l'autre[23]. Entre-temps, la crise a laissé des traces. Celle-ci affecte naturellement le moral des jeunes; quant aux privations, elles révoltent et exaspèrent: *« Nos dirigeants ne devraient jamais oublier qu'un ouvrier qui a perdu son gagne-pain n'a pas perdu en même temps son orgueil de travailleur. Bien souvent, une allocation de chômage, à laquelle il a droit pour se l'être assurée pendant des années de prospérité relative, est pour lui une humiliation. Et celui qui est humilié a vite fait de haïr celui qui l'humilie, ce dernier pouvant être même un gouvernement. »*[24]

Parmi 40 brigadistes ouvriers, 16 sont touchés par le chômage en 1936. Parmi les combattants cités dans cet article, Joseph Marbacher (23 ans), Henri-Aloys Neuenschwander (23 ans), Lucien-Robert Reymond (24 ans), Georges Vallin (24 ans) se trouvent sans travail. On comprend donc mieux l'impact du discours de l'extrême gauche. Jean Vincent s'adresse à des jeunes qui subissent directement les effets d'une politique de déflation liée à la haute finance. Quant aux répercussions de la crise, ils les vivent au quotidien. Ainsi, il n'est pas étonnant que le communisme apparaisse pour Henri Meyer et de nombreux camarades comme l'un des remèdes à la pénurie et au chômage.

La crise va également créer des liens de solidarité et une conscience de classe. La fréquentation de personnes du même milieu social leur montre une même perception de leur univers: *« On se rencontrait tous les soirs avec les camarades sur la place du marché, on causait de tas de choses. »*[25] Ils retrouvent des idées et des opinions qui ressemblent aux leurs, et par là même, la confiance en leur propre vision du monde. Du sentiment de vide qui les habitait, ils vont construire un univers socio-politique marqué par la gauche des années trente, univers qui leur sera propre et qui leur donnera un idéal.

« Ayant moins de voitures, les gens se rencontrent, s'assemblent, se parlent, commentent avec passion les nouvelles », écrit Jean Bühler évoquant ces années[26]. *« On se réunissait au café* [...] *pour discuter de l'actualité »*, rappelle

---

22. Ces chiffres proviennent d'une enquête menée par l'Office fédéral de l'industrie des arts et métiers et du travail, citée par la *Revue Syndicale Suisse*, n° 11, novembre 1937, p. 365.
23. *Feuille d'avis de Vevey*, 08.12.1936.
24. *Le Chômeur*, organe officiel de l'Union des chômeurs de Lausanne, 20.10.1935, article à propos de la loi du 4 septembre 1935, par laquelle le Conseil d'Etat vaudois pouvait pratiquer une politique de compensation des salaires et des subventions.
25. Henri Meyer, entretien avec l'auteur.
26. Jean Bühler, « Solidarité avec l'Espagne républicaine il y a 50 ans », *Solidarité ouvrière*, n° 25, mars 1985.

Lucien-Robert Reymond[27]. Les questions quotidiennes sont également au centre des conversations: *« Les amis et moi fréquentions les cafés de notre bord et l'on discutait toujours de problèmes de travail. »*[28]

C'est dans ce cadre que la gauche étend son influence dans la vie sociale. A Neuchâtel, par exemple, le Parti socialiste ne contrôle pas seulement le Syndicat et la Coopérative, mais aussi le Cercle ouvrier et ses sous-sections tels les Centres d'éducation ouvrière. Le Cercle ouvrier organise des divertissements. Il a créé des fanfares comme La Persévérante ou La Sociale. Il s'occupe de théâtre avec le Théâtre ouvrier et de chorales comme L'Avenir ou L'Espérance. Le Parti socialiste contrôle les associations sportives comme SATUS, ainsi que les groupements tels que Les Amis de la nature ou Les Avant-coureurs[29].

Le Parti communiste, quant à lui, contrôle les organisations politiques de défense et des groupements comme le Secours ouvrier international, le Secours rouge suisse, la Société pour le nouveau film, l'Union du football club, l'Union sportive des travailleurs. Il a encore de l'influence sur des groupements liés aux divertissements et aux spectacles tels que le Club prolétarien d'échecs, l'Union radiophonique prolétarienne, la Société des Amis de la radio. Il contrôle enfin des organisations pacifistes telles que la Ligue féminine internationale pour la paix et la liberté[30].

La presse fait partie intégrante de cet univers. En 1936, *Le Travail*, organe du Parti socialiste genevois, compte 5700 abonnés, et le *Droit du Peuple*, du Parti socialiste vaudois, en a 3700. Léon Nicole, leader de l'aile gauche du Parti socialiste, est le rédacteur en chef de ces deux journaux qui publient des pages communes dans la rubrique de politique internationale et locale. Le *Droit du Peuple* étend également son influence en Valais où il a pris la place du *Peuple Valaisan*, disparu en avril 1936. A Neuchâtel et à La Chaux-de-Fonds, l'influence de *La Sentinelle* est incontestable[31], non seulement sur les militants socialistes mais sur le monde ouvrier en général. Le combattant Hans Hutter, alors à la Chaux-de-Fonds, recevait de sa famille des journaux de la Suisse alémanique, mais lisait très souvent *La Sentinelle*[32].

En ce qui concerne la presse communiste, les militants sont abonnés à *La Lutte*. Lucien Tronchet, dirigeant anarchiste genevois, se souvient: *« Chaque samedi, les Rues-Basses sont envahies par les vendeurs de journaux de la gauche: les socialistes avec* Le Travail, *les communistes avec* La Lutte *et des*

---

27. Lucien-Robert Reymond, entretien.
28. Henri Oberson, entretien.
29. Pierre Jeanneret, *Léon Nicole et la scission de 1939. Contribution à l'histoire du Parti socialiste suisse*, éd. polycopiée, Lausanne, pp. 151-152.
30. Gérard Demiéville, *Le Communisme*, Neuchâtel-Paris, Victor Attinger, 1937, pp. 89-93.
31. Pierre Jeanneret, *Léon Nicole..., op. cit.*, pp. 151 et 164-166.
32. Hans Hutter, entretien.

Par leur profession, la plupart des brigadistes appartiennent aux catégories socio-professionnelles les plus atteintes par le chômage. On remarque dans l'échantillon ci-dessous la proportion d'ouvriers travaillant dans le bâtiment:

Castelli Emile-Joffré	maçon
Décombaz Raoul	maçon
Kamerzin Aloys	maçon
Meyer Henri	plombier ferblantier
Roulin Edouard-Louis	appareilleur
Galia Alfred	apprenti tapissier
Châtelain Lucien-Frédéric	ramoneur
Nesa Roméo	peintre en bâtiment
Perdrisat Gustave-Henri	peintre
Stauffer Hermann	monteur en chauffage central
Bourgat Roger	jardinier
Chardonnens Armand	manœuvre, jardinier
Dreser Robert	jardinier
Roch Emil	jardinier
Comtesse Camille	manœuvre
Courvoisier René	manœuvre
Eberhart Johann	manœuvre
Galland Félix-Armand	manœuvre
Marbacher Joseph	manœuvre
Neuenschwander Henri-Aloys	manœuvre
Reymond Lucien-Robert	manœuvre
Reynaud Otto	manœuvre
Jaton Robert	manœuvre
Robert-Nicoud John-Albert	manœuvre
Vallin Georges	manœuvre
Zosso Meinhard	manœuvre
Berche Charles	tôlier
Borloz Marcel	mécanicien
Brioll Léon	chauffeur
Bourqui Albert	chauffeur
Damay Emmanuel	chauffeur
Hutter Hans	mécanicien
Hutter Max	mécanicien
Jaccoud William	carrossier
Monighetti Charles	mécanicien chauffeur
Räss Walter-Jean	chauffeur livreur
Stauffer Ernst	serrurier
Jossevel Fernand	mécanicien sur locomotives
Boillat Paul	horloger, inscrit dans son dossier comme journaliste
Oberson Jules-Henri	charcutier
Mischard Charles	étudiant

brochures; les libertaires crient leurs journaux: Le Réveil Anarchiste, Le Libertaire*; les libres-penseurs:* La Calotte*, etc.* »[33]

Si de nombreux futurs brigadistes ont participé activement aux luttes politiques des années trente, tous ne sont pas des militants. Hans Hutter, mécanicien employé dans un garage à La Chaux-de-Fonds, précise: *« Non pas que j'aie été socialiste. Je ne l'étais pas. Je n'ai jamais milité dans un parti politique. »*[34] Mais à Neuchâtel, le jeune mécanicien se rend régulièrement aux conférences organisées par le Parti socialiste et jouit de l'amitié d'un enseignant de gymnase, le socialiste Paul-Henri Jeanneret, qu'il décrit *« comme un frère aîné »*. Jeanneret lui fera comprendre qu'un mécanicien pourrait être très utile en Espagne, et il lui apprendra un peu d'espagnol.

Henri Oberson également confirme qu'il n'était pas militant[35]. Il suit néanmoins régulièrement les conférences données par Jean Vincent qui, à ses yeux, *« parlait de façon un peu trop scientifique »*. Il lui préfère Léon Nicole qui parlait plus simplement et que *« nous pouvions mieux comprendre »*. Oberson fait également partie des équipes qui se *« débrouillaient pour héberger des gens qui venaient de la Pologne à destination de l'Espagne. »*[36] Un beau jour, il partira lui aussi pour l'Espagne républicaine.

Quant à l'antifascisme des volontaires, ce n'est pas la Guerre d'Espagne qui l'a créé. Déjà bien des années auparavant, la force de cohésion de leur milieu social reposait sur la haine du fascisme et sur une conception presque mystique de la lutte révolutionnaire. Ainsi, ces jeunes hommes se trouvent immergés dans un univers dont ils partagent les idées et les opinions. Un univers qui leur accorde non seulement une sécurité et renforce leur confiance en une certaine vision du monde, mais qui leur donne également une identité.

Le système de références des futurs volontaires repose sur les postulats marxistes du Parti communiste et de l'aile gauche du Parti socialiste. Ils croient donc au principe de la lutte des classes qui doit conduire à la dictature du prolétariat. Ainsi, les militants révolutionnaires ont une perception de la réalité complètement opposée à celle des partis bourgeois et surtout à celle des mouvements fascistes des années trente tels que l'Union nationale, Ordre et tradition, la Fédération fasciste suisse, etc. De par leur anticommunisme, ces groupes fascistes sont souvent traités avec une relative bienveillance par la droite classique: *« Nicole prépare la révolution,* dit un journal anticommuniste déjà en 1932, *il excite chaque jour, par ses articles et ses discours, des hommes qui ne peuvent comprendre la vérité* [...]. *Il faut agir avant qu'il ne soit trop tard. »*[37]

---

33. Lucien Tronchet, *Combats pour la dignité ouvrière*, Genève, Grounauer, 1979, pp. 72-73.
34. Hans Hutter, entretien.
35. Henri Oberson, entretien avec l'auteur, Genève, le 18.03.1997.
36. Ibid.
37. *Le Citoyen,* 20. 06. 1932.

Et le conflit n'est souvent pas uniquement verbal : *« Les affrontements entre les groupes fascistes, socialistes, communistes et anarchistes étaient fréquents à Genève. On ne comptait plus les pugilats dans les rues Basses de la ville»*, écrit André Bösiger, militant anarchiste des années trente[38].

Les faits du 9 novembre 1932 en témoignent également tragiquement. Gérard Demiéville, jeune auteur d'un ouvrage farouchement anticommuniste préfacé par le conseiller fédéral catholique conservateur, Jean-Marie Musy, raconte ainsi l'événement :

> *« L'Union Nationale* [...] *doit tenir un meeting au cours duquel ses dirigeants se proposent de critiquer comme il convient l'attitude antipatriotique des meneurs socialo-marxistes. De leur côté, Nicole et ses acolytes décident que l'assemblée n'aura pas lieu.* [...] *Le soir, la foule gouailleuse se dirige vers la salle de réunion où va se tenir le meeting de l'Union nationale. Les abords sont surveillés par les gendarmes. Il est 21 heures, les troupes de choc communistes et les gardes du corps de Nicole font leur apparition en chantant des airs provocateurs.* [...] *Les sections d'assaut marxistes sont là, en formation de combat. Tout à coup, elles se précipitent sur les agents de police qui barrent l'accès de la rue. Le cordon cède sous le coup de bélier.* [...] *Le Président du Conseil d'Etat fait intervenir la troupe. Les recrues, armes non chargées, arrivent. Au premier contact avec la foule, elles sont encerclées, bousculées, houspillées* [...], *les révolutionnaires se ruent sur la troupe, isolent les hommes de leurs chefs, frappent à coups de poing, à coups de pied.* [...] *Les fusils sont arrachés, brisés sur les rebords des trottoirs.* [...] *Les soldats parviennent à se dégager et se retirent jusqu'au Palais des Expositions. Les uns sont blessés, d'autres n'ont plus ni fusil, ni casque, ni baïonnette.* [...] *Les officiers font charger les armes. Une sonnerie de clairon avertit la populace que la troupe va tirer. Cette fois, c'est sérieux... Les émeutiers, croyant à une simple menace, poursuivent leur avance. Subitement, la fusillade crépite. Elle a duré de dix à quinze secondes.* [...] *Bilan : 13 morts et 39 blessés hospitalisés dans le camp des civils ; 80 officiers, sous-officiers et recrues atteints plus ou moins grièvement. »*[39]

Si les mouvements conservateurs et philo-fascistes ont une telle vision de ces faits, les futurs brigadistes en ont une diamétralement opposée. Le combattant Joseph Marbacher, à l'époque membre du Parti communiste suisse, présente une version assez différente des mêmes événements :

> *« Dans le but de provoquer la gauche et les travailleurs, l'Union Nationale a organisé une réunion où l'on voulait accuser Léon Nicole et Jacques Dicker. Nicole gênait la droite, car il avait une vision précise et voulait*

---

38. André Bösiger, *Souvenirs d'un rebelle, 60 ans de luttes d'un libertaire jurassien,* Saint-Imier (CH) / Dole (F), Canevas, 1992.
39. Gérard Demiéville, *Le communisme, op. cit.*, pp. 83-88.

des solutions équitables pour tous dans une crise que la droite ne pouvait pas maîtriser. Il faut préciser que dans cette réunion il n'y avait pas que des gens de l'Union nationale et ses bagarreurs habituels, mais aussi des représentants de la droite genevoise et membres du Gouvernement. Les conseillers d'Etat Turrettini et Paul Lachenal y étaient présents. C'était le conseiller d'Etat Frédéric Martin qui a fait venir la troupe. La gauche n'avait pas l'intention de provoquer. Elle se proposait seulement d'éviter par sa présence la consommation des desseins des fascistes. Je me trouvais moi-même dans la manifestation. J'ai été blessé par balle et hospitalisé. Par la suite j'ai été écroué pendant un jour, puis étant donné mon jeune âge, libéré, mais congédié de mon travail. »[40]

Henri Meyer confirme également le traumatisme causé par ces événements genevois: « *Je faisais mon apprentissage à l'époque. Le 9 novembre, en sortant de mon travail, je me suis aperçu que les gens se rassemblaient. Jeune homme curieux que j'étais, je me suis incorporé à la manifestation. Que les manifestants scandaient des slogans et que Nicole haranguait, c'est vrai, mais je ne me souviens pas qu'il ait incité à s'en prendre à la troupe. La troupe a tiré, et rien ne pourra justifier son attitude.* »[41]

Un autre volontaire, Marcel Borloz, condamne également l'attitude des autorités, et de l'armée en particulier: « *Parce que Léon Nicole méritait cet appui. La contre-manifestation se déroulait sans incident majeur. Personne ne s'attendait à ce que la troupe ouvre le feu, il n'y avait aucun besoin à cela. C'était entre 9 heures et 10 heures du soir. Soudain, les décharges sont parties. Tout s'est passé très vite. Quant à moi, lorsque les décharges ont éclaté, je me suis lancé sous un camion sans demander mon reste. Un ouvrier de la Motosacoche, la fabrique où je travaillais, a été tué.* »[42]

Ces deux types de versions contradictoires témoignent de la profonde radicalisation des forces politiques des années trente. Nous n'allons pas analyser davantage le détail de ces événements; ce n'est pas l'objet de cet article[43]. Remarquons seulement qu'un mouvement fasciste, l'Union nationale, agit au coude à coude avec les autorités.

Ces autorités sont-elles les alliées du fascisme? Pas explicitement, mais dans les milieux bourgeois, nombreux sont ceux qui ont « *un faible pour le fascisme de Mussolini* »[44]. Cette indulgence envers le fascisme italien leur fait négliger la menace qu'il représente sur le plan international. De manière plus générale, l'extrême droite frontiste est perçue avant tout comme un rempart

---

40. Joseph Marbacher, entretien avec l'auteur, Liebefeld, le 14.07.1989.
41. Henri Meyer, entretien.
42. Marcel Borloz, entretien.
43. On trouvera des références excellentes sur le sujet dans l'ouvrage de Marie-Madeleine Grounauer, *La Genève rouge de Léon Nicole: 1933-1936*, Genève, Ed. Adversaires 1975.
44. Claude Cantini, *Le colonel fasciste suisse, Arthur Fonjallaz*, P.- M. Favre, 1983, p. 45.

Le tableau ci-dessous illustre la prédominance de l'extrême gauche dans l'appartenance politique:

Berche Charles	communiste
Boillat Paul	communiste
Borloz Marcel	communiste
Brioll Léon	communiste
Castelli Emile-Joffré	communiste
Chapuis Charles	communiste
Châtelain Lucien-Frédéric	communiste
Comtesse Camille	communiste
Damay Emmanuel	communiste
Décombaz Raoul	communiste
Dubuis Max	communiste
Jaton Robert	communiste
Jossevel Fernand	communiste
Kamerzin Aloys	communiste
Marbacher Joseph	communiste
Meyer Henri	communiste
Nesa Roméo	communiste
Neuenschwander Henri-Aloys	communiste
Räss Walter-Jean	communiste
Reymond Lucien-Robert	communiste
Robert-Nicoud John-Albert	communiste
Roulin Edouard-Louis	communiste
Stauffer Ernst	communiste
Stauffer Hermann	communiste
Vallin Georges	communiste
Zosso Meinhard	socialiste
Monighetti Charles	socialiste
Weber Charles	socialiste
Hutter Hans	sans militance politique (antifasciste)
Hutter Max	sans militance politique (antifasciste)
Mischard Charles	sans militance politique (antifasciste)
Bourqui Albert	antifasciste
Roch Emile	antifasciste

contre la menace communiste. Des événements de cette nature touchent les futurs volontaires et renforcent leur mentalité révolutionnaire, profondément, radicalement antifasciste.

A côté de cet antifascisme viscéral, un autre facteur se manifeste à des degrés divers dans la gauche des années trente: le mépris pour la bourgeoisie et la foi dans un idéal. Pacifiste et antimilitariste lors de sa naissance, très marxiste lors des années vingt et, enfin, souscripteur au principe de la défense nationale[45], le Parti socialiste conserve encore dans les années trente le courant pacifiste et antimilitariste de ses origines. Paul Golay le représente dans le canton de Vaud et Ernst-Paul Graber, directeur de *La Sentinelle* dans le canton de Neuchâtel. Très actif surtout à Neuchâtel, au Locle et à La Chaux-de-Fonds, ce vieux courant ne pourra pas s'imposer en Suisse mais il réussira à ancrer dans l'esprit de nombreux jeunes l'idée d'un engagement inconditionnel pour un idéal et le mépris de la bourgeoisie. Un exemple illustre bien cette conception d'engagement total.

Lors des élections au Conseil d'Etat, le lieutenant George-Henri Pointet a appuyé publiquement la candidature du socialiste Ernst-Paul Graber. Pour cette raison, l'autorité militaire le place devant le dilemme suivant: soit, dans le cas où il en recevrait l'ordre, il s'engage par document signé à tirer lui-même ou à faire tirer ses soldats sur l'homme qu'il vient d'appuyer publiquement, soit il abandonne son commandement. Le lieutenant Pointet abandonne sans hésitation son commandement[46].

Cet engagement va de pair avec un mépris avoué pour les classes possédantes: *« Je vous déteste »*, dit un autre socialiste. *« Je vous déteste et je vous méprise* [...]. *Vous avez imposé votre mesquinerie, le monde immense de vos petits jugements et l'insolent cortège de vos médiocrités. »*[47]

Notons la similitude de ces propos avec ceux du communiste Charles Frutiger qui écrit depuis sa prison, à Zurich: *« Oui, nous devons être fiers d'appartenir au Parti communiste, car nous avons à la tête du PCS des militants dévoués, pauvres et honnêtes, qui n'appartiennent à aucun conseil d'administration. Ah! Que j'aimerais être à vos côtés, camarades, en ces journées de luttes spéciales. »*[48] Ce mépris pour les classes possédantes est aussi fort que la confiance totale en la victoire du socialisme. Le militant croit sincèrement à sa cause: *« Défaites-vous de tout sectarisme,* poursuit Charles Frutiger, *n'ayez qu'un but,*

---

45. François Masnata, *Le Parti socialiste et la tradition démocratique en Suisse,* Neuchâtel, La Baconnière, 1963, pp. 107-110.
46. Cité par Pierre Jeanneret, *Léon Nicole...*, *op. cit.*, p. 379, note 78.
47. *Ibid.*, pp. 379-380.
48. Charles Frutiger, cadre du Parti communiste suisse, lettre adressée *A vous tous chers camarades,* Zurich, 19.02.1938, pièce à conviction dans le procès engagé contre lui par le tribunal militaire de la 5e Division, pour avoir favorisé le recrutement en faveur des Brigades internationales. AF, E 5330 1975-1995, n° 98/11 de 1938.

la sauvegarde de la classe ouvrière; il n'y a qu'un prolétariat...! Redoublons d'ardeur, camarades, persévérons, continuons à préconiser la création du Front populaire! C'est là la seule, la vraie, la juste ligne à suivre; nous vaincrons car nous avons raison.»[49]

C'est dans cet univers que certains jeunes trouveront une vision du monde et un projet de société auxquels ils pourront s'identifier. Poussés à la contestation par les inégalités sociales, ces jeunes hommes feront de leur mécontentement un engagement politique bien avant la guerre civile espagnole. Pendant le conflit, que le militant demeure en Suisse ou qu'il se batte en Espagne, cette foi révolutionnaire est liée à un sacrifice nécessaire: *«Ma douce petite Nelda* [...], *dis à Marcel qu'il reste à son travail, qu'il soit patient, qu'il pense que plus tard, dans tous les pays, tous les ouvriers auront le droit de relever la tête* [...]. *Ici nous avons encore plus à obéir, plus de discipline, mais nous le voulons pour la victoire* [...]. *Nous manquons de rien, tout va bien et nous les vaincrons!!! Nous le voulons!!!»*[50] Le combattant est imprégné de sa foi en la victoire: *«Pour le moment ici tout va pour le mieux, je me porte très bien et notre armée devient tous les jours plus forte, la victoire est à nous* [...].*»*[51]

En fait, une origine souvent modeste, une profession manuelle, la pénurie des années trente, un discours révolutionnaire et voilà le sentier ouvert vers un univers socio-politique où le jeune futur volontaire trouve une échelle de valeurs, une vision du monde et une identité à sa taille. Là, il nourrit son antifascisme, son mépris pour les classes possédantes et cette foi qui, un jour, va le pousser vers l'Espagne républicaine. Tel a été le cheminement pour une grande majorité de volontaires romands.

Vus de cette façon, les volontaires de la Guerre d'Espagne, ne sont ni «les pauvres diables» dépeints lors des campagnes anticommunistes des années trente, ni les héros parfaits des textes hagiographiques. Ils sont simplement l'exemple d'une corrélation entre la crise économique et l'univers socio-politique d'une gauche insoumise. Autrement dit, ces jeunes se nourrissent d'idées révolutionnaires, mais c'est la crise qui procure à ces idées une réception particulièrement sensible.

---

49. Charles Frutiger, ibid.

50. René-Wilhelm Zurbrugg, lettre à ses enfants René-Marcel et Nelda, Valence, 10.12.1937, pièce à conviction dans l'enquête sur son fils René-Marcel, accusé de recrutement pour les Brigades internationales. Ceci, dans le procès militaire contre Camille Comtesse, tribunal militaire de division 2A, Neuchâtel, 1941, Archives fédérales, E 5330 1975-1995, n° 98/1080 de 1939.

51. Aloys Kamerzin, lettre à ses parents, Espagne, 14.10.1937, pièce à conviction dans le procès intenté contre lui par le tribunal militaire de la 1re division, Archives fédérales, E 5330 1, band 2291 (98/20/1937).